



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p data-bbox="70 241 284 277">AL HUFFINGTON POST</p> <p data-bbox="134 286 220 304">MAGHREB - TUNISIE</p> <p data-bbox="70 309 220 340">30-03-2018</p> <p data-bbox="70 380 274 416">huffpostmaghre</p> <p data-bbox="70 439 89 474">b</p>	<p data-bbox="304 241 1532 327">R. Kelly aurait utilisé une fille de 14 ans comme «animal de compagnie» sexuel, selon son ex-conjointe</p> <p data-bbox="304 376 1532 1675">Ces nouvelles allégations d'inconduite sexuelle pourraient entraîner le chanteur de R&B dans une tempête #MeToo. R. Kelly fait face à de nouvelles accusations d'inconduite sexuelle dans un nouveau documentaire de la BBC. Il s'agit des plus récentes allégations à ce jour parmi une longue liste qui s'étend sur plusieurs décennies contre le chanteur de R&B. Le documentaire R.Kelly: sex, girls and videotapes, paru mercredi, donne la parole à plusieurs personnes qui accusent Kelly d'être un prédateur sexuel. Si la carrière musicale de Kelly a été relativement épargnée par les accusations précédentes, le documentaire soulève maintenant la possibilité qu'il puisse faire face à une tempête #MeToo. Son ancienne petite amie, Kitti Jones, soutient dans ce documentaire que le chanteur l'a forcée, elle et d'autres femmes, à coucher avec lui dans un «donjon sexuel». Elle a également affirmé que Kelly, dont le vrai nom est Robert Kelly, aurait formé une mineure pour qu'elle devienne son «animal de compagnie» sexuel. «J'ai été présentée à une des filles [dans le "donjon"] et il m'a raconté qu'il l'avait "entraînée" depuis qu'elle avait 14 ans, c'était ses mots», a déclaré Jones, selon The Guardian. «J'ai vu qu'elle était habillée comme moi, qu'elle disait des choses que je pourrais dire et ses manières étaient comme les miennes. C'est à ce moment que ça a cliqué dans ma tête qu'il m'avait formée pour devenir un de ses animaux de compagnie. Il les appelait comme ça.» Kitti Jones, une animatrice de radio qui est sortie avec Kelly pendant deux ans, de 2011 à 2013, a avancé que le chanteur a déjà fait «ramper [une femme non identifiée] sur le plancher vers moi pour pratiquer le sexe oral sur moi, et il a dit, "c'est mon putain d'animal de compagnie, je l'ai entraînée. Elle va t'enseigner comment agir avec moi"». The Guardian a indiqué que l'âge de la femme au moment de cette rencontre est inconnu. Lovell Jones, un collaborateur de Kelly, prétend dans le documentaire que «l'amour pour les jeunes filles» du chanteur était de «connaissance commune». Kelly lui aurait ordonné de trouver des filles qui «avaient l'air jeunes» dans les fêtes après ses spectacles.</p> <p data-bbox="304 1720 1264 1756">Kelly a déjà dans le passé nié des accusations d'abus physiques et sexuels.</p> <p data-bbox="304 1800 1532 2114">Des allégations d'inconduite sexuelle à son endroit circulent depuis au moins 1994, quand il aurait marié sa protégée Aaliyah, qui avait alors 15 ans. En 2008, il a été acquitté d'accusations de pornographie juvénile alors qu'une vidéo le montrait supposément coucher avec une fille de 14 ans et lui uriner dessus. Kelly aurait eu des règlements à l'amiable avec plusieurs femmes, incluant une femme qui l'accusait d'avoir couché avec elle alors qu'elle n'avait que 15 ans.</p>

Kitti Jones, dans des entrevues données l'an dernier, a décrit la «secte» sexuelle de Kelly qui incluait plusieurs femmes.

«Il contrôle tous les aspects de leurs vies: il dicte ce qu'elles mangent, comment elles s'habillent, quand elles se lavent, quand elles dorment, et comment elles s'engagent dans les rencontres sexuelles qu'il enregistre», a écrit le journaliste de BuzzFeed Jim DeRogatis. Jones a confié au Rolling Stone que Kelly l'aurait forcée à «se lever et accueillir papa» toutes les fois qu'il entraînait dans une pièce, l'aurait physiquement abusée et l'aurait forcée à des situations sexuelles inconfortables. Elle a mentionné un autre incident dans lequel une femme différente a rampé vers elle.

«J'ai entraîné cette chienne. C'est mon animal de compagnie», aurait dit Kelly, selon Jones.

Malgré le torrent d'allégations, Kelly demeure une célébrité importante qui continue de se donner en concert, de recevoir des contrats de commandite et de travailler avec des artistes de l'heure. Kelly, décrit comme l'artiste R&B le plus couronné de succès des 30 dernières années, a vendu près de 60 millions d'albums.



30-03-2018

W.J

[realites](#)

Harcèlement sexuel d'une médecin: L'hôpital Charles Nicole en grève surprise

Le cadre médical et paramédical de l'hôpital Charles Nicole observe ce vendredi 30 mars 2018, une grève surprise, en signe de protestation contre l'harcèlement sexuel d'une doctoresse, outre l'arrestation d'un infirmier et d'un agent sécuritaire. Selon le secrétaire-général du syndicat de l'hôpital précité, Kamel Bouzidi, à l'aube de ce vendredi 30 mars, trois jeunes hommes en état d'ébriété, ont fait irruption dans les urgences. Ils ont fumé des cigarettes ensuite ils ont agressé la résidente ORL. Les malfaiteurs ont également agressé l'infirmier qui est venu au secours de la médecin. Toutefois, le personnel de l'hôpital a été surpris du PV de la police, qui qualifiait l'incident « d'échanges de violence ». Les unités sécuritaires à Bab Souika ont, selon le syndicaliste, arrêté aussi l'agent de sécurité de l'hôpital qui était en état de légitime défense. Le personnel a porté plainte contre les agents de police pour non respect de la loi.



30-03-2018

[mosaïquefm](#)

Le MI poursuivra en justice les faux profils du ministre

Le ministère de l'Intérieur a annoncé, vendredi, qu'il poursuivra en justice toutes les pages des réseaux sociaux qui présentent un faux profil du ministre Lotfi Brahem. Ces pages ne peuvent être considérés comme sources d'informations officielles, ajoute le département de l'Intérieur qui précise que tous les communiqués relatifs à l'activité du ministre de l'Intérieur et de celles des différents corps sécuritaires sont publiés exclusivement sur les pages et le site électronique officiels du ministère, à savoir:

Site web : "www.interieur.gov.tn"

Page Facebook : "Ministère de l'Intérieur - Tunisie"

Youtube : "وزارة الداخلية-تونس/Ministère de l'intérieur-Tunisie"



29-03-2018

shemsfm

Samia Abbou : 'on va porter plainte contre Mohamed Ennaceur'

La députée du Courant Démocratique Samia Abbou a indiqué, lors de sa présence dans 'Houna Shems' qu'une plainte sera portée contre le président de l'assemblée des représentants du peuple Mohamed Ennaceur, pour avoir entravé les travaux de l'instance Vérité et Dignité. Samia Abbou a déclaré que chaque personne qui entrave les travaux de l'instance est passible de 6 mois de prison et d'une amende de 1000 dinars. Abbou a considéré que Mohamed Ennaceur a entravé les travaux de l'instance en envoyant une correspondance à la présidence de la République et à la présidence du gouvernement, les informant que l'instance a achevé ses travaux.



30-03-2018

Malek Lakhal

nawaat

Réforme de la loi sur les associations: vers une dérive liberticide en Tunisie ?

Une réforme du cadre législatif régissant les associations semble à l'ordre du jour si l'on en croit la réunion tenue par Mehdi Ben Gharbia avec un groupe de juristes en février dernier. Cette initiative fait écho à la rétrogradation de la note de la Tunisie par le GAFI, au niveau de la recommandation sur le secteur non-lucratif. La lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme semble être l'argument clé du gouvernement en matière de législation des associations. Un dérive liberticide à l'horizon qui, alliée à la diabolisation de certaines associations, semble augurer un verrouillage progressif. La réforme de la loi régissant les associations a été au cœur d'une réunion entre le ministre chargé des relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les organisations des droits de l'homme, Mehdi Ben Gharbia, avec une brochette de juristes parmi lesquels Chafik Sarsar, Farhat Horchani et Slim Laghmani. Tenue le 21 février dernier, cette réunion avait pour but de discuter de la réforme du décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, portant sur l'organisation des associations. Cette réforme, déjà évoquée en mars 2017 par le ministre et qui a fait l'objet d'une première consultation en juin 2017 semble revenir sur le devant de la scène, sous couvert de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.

Un amendement inquiétant pour les associations

La mise en branle de la réforme de la loi régissant les associations n'est pas sans liens avec la très récente polémique suscitée par l'inscription de la Tunisie dans la liste des pays tiers exposés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. Cette liste noire a pour origine les différents rapports du Groupe d'Action Financière (GAFI), l'instance internationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En effet, si le rapport de décembre 2017 du GAFI rehausse l'évaluation de la Tunisie pour une bonne partie des 40 recommandations, deux rétrogradations sont à dénombrer. L'une d'elles porte sur la recommandation 8 qui concerne les organismes sans buts lucratifs, soit les associations.

Comme nous l'a fait remarquer Amine Ghali du Kawakibi Center for Democratic Transition (KCDT) : « Dans le rapport de 2016 du GAFI, la Tunisie était largement en adéquation avec les recommandations de cette instance en matière de législation sur l'organisation des organisations sans but lucratif ». En effet, malgré des carences en matière d'effectivité du contrôle exercé sur les organisations, le cadre législatif, soit le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, portant organisation des associations, était jugé approprié. Toutefois, le rapport national tunisien publié en avril 2017 par la Commission Tunisienne des Affaires Financières (CTAF), principal vis-à-vis du GAFI, fait part d'inquiétudes extrêmement vives quant au financement des associations, notamment celles spécialisées dans les actions caritatives à caractère religieux. Afin de réduire les risques, il recommande l'amélioration des contrôles, mais aussi la modification du cadre législatif régissant la création d'associations.

« Manœuvre politicienne »

La remarque a été reprise par l'évaluation de décembre 2017 du GAFIMOAN (Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord), qui, sur la base du rapport tunisien, a recommandé l'amendement de la loi relative aux organisations non-gouvernementales, rétrogradant la Tunisie de « largement conforme » à « partiellement conforme ». Cette rétrogradation dissimule, selon Amine Ghali, « une manœuvre politicienne visant à justifier le durcissement de la loi sur la création d'associations en Tunisie et à contrôler la société civile tunisienne ». Durant la consultation de juin 2017, le ministère des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les organisations des droits de l'homme a recommandé l'harmonisation de la loi sur les associations avec la loi de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, ainsi que la révision du système des sanctions. Contacté par Nawaat, le chef de cabinet du ministère, Mondher Bousnina, a donné quelques précisions supplémentaires sur le projet de loi : « Nous voulons inclure de nouveaux types d'organismes dans la loi comme les fondations et les coopératives, et créer un cadre spécifique pour les ONG internationales afin d'attirer les bureaux régionaux Moyen-Orient/Afrique du Nord vers Tunis ». Il a précisé aussi le besoin de numériser les démarches administratives : « Nous souhaitons créer une plateforme en ligne sur laquelle les associations pourront se déclarer, sans passer par l'envoi de courrier. Cette plateforme leur permettra également de publier leurs états financiers et de déclarer leurs financements étrangers de manière transparente ». Enfin, il a souligné le besoin de se défaire de la gradation des sanctions (suspension puis dissolution) envers les associations contrevenantes, arguant qu'aucune dissolution n'avait pu être prononcée.

Une loi à réformer selon la constitution

Dans les faits, la loi actuelle permet au gouvernement de demander au tribunal de première instance de Tunis de suspendre voire de dissoudre des associations si elles refusent de

divulguer leurs sources de financement. Plusieurs suspensions et dissolutions d'associations ont été prononcées au cours des dernières années, souvent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il semble pourtant que le gouvernement ne souhaite pas continuer à maintenir le cadre légal actuel, préférant une refonte complète de la législation. L'article 65 de la constitution de 2014 stipule que l'organisation des associations, partis politiques et syndicats doivent être régis par une loi organique. La réforme de la loi donc, est nécessaire pour être en adéquation avec la constitution, puisqu'un décret-loi n'a pas valeur de loi organique. Le gouvernement, qui accuse de nombreux retards en matière d'harmonisation des lois avec la constitution, s'active à se conformer en matière de loi organisant les associations, d'où l'initiative de Ben Gharbia. Il semble utile de rappeler à cet égard que le même Mehdi Ben Gharbia a affirmé, en septembre dernier, avoir besoin de 4 ans pour prendre les mesures nécessaires à l'abolition du test anal pratiqué sur les personnes soupçonnées d'homosexualité. Cette pratique inconstitutionnelle d'après l'article 23, qui oblige l'Etat tunisien à « protéger la dignité de l'être humain et son intégrité physique », a été utilisée à de nombreuses reprises par la police, dans sa quête de prétendues « preuves d'homosexualité ». Il transparaît toutefois que le ministre des droits de l'homme juge que l'abolition d'une telle pratique ne relève pas de l'urgence, ou du moins qu'elle est moins prioritaire que la refonte du cadre législatif régissant les associations. Si cette réforme répond à une nécessité d'ordre constitutionnel, elle constitue un sujet d'inquiétude légitime pour certains acteurs de la société civile compte tenu du climat particulièrement tendu en matière de diabolisation de la société civile et de remise en cause des droits humains. La récente visite du président français Emmanuel Macron a été l'occasion pour le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi de réaffirmer une conception toute personnelle des droits humains. Le président tunisien a en effet déclaré : « les droits de l'homme ne sont pas quelque chose d'absolu. Il y a aussi le droit des peuples à défendre leurs acquis ».

مقالات باللغة العربية

الشمال الغربي:مخمور يعتدي على والدته بالعنف الشديد من أجل ثمن قارورة خمر

عمد امس الاول شاب في العقد الثالث من عمره الى الاعتداء بالعنف الشديد على والدته والحق بها اضرارا جسيمة على مستوى الوجه والكتف ما استوجب الاحتفاظ بها في احد مستشفيات جهة الشمال الغربي . وعلمنا بان المظنون فيه من ذوي السوابق العدلية كان بحالة سكر ساعة الواقعة لما طلب من والدته مده بمبلغ مالي لشراء قارورة خمر حتى يتم جلسته الخمرية مع اصدقائه ولما رفضت والدته ما طلبه مؤكدة له بانها لا تملك اموالا في تلك اللحظة ثارت ثأثرته وسدد لها عدة لكمات على مستوى الوجه والكتف قبل ان يركلها تحت قدميه ولما اطلقت عقيرتها للصياح تدخل عدد من الاجوار فلاذ بالفرار . وتم نقل المتضررة الى المستشفى اين تم الاحتفاظ بها بسبب جسامه الاضرار التي لحقتها وقد تكفل اعوان الامن بالبحث عن المشتبه به الى ان تم ايقافه وسط احدي المقاهي وبالتحرير عليه اعرب عن ندمه عما صدر عنه وطلب العفو عنه ميرزا بانه كان في حالة سكر مطبق وانه لم يشعر بما قام به . هذا وستتم احالة المشتبه به على انظار النيابة العمومية اليوم او غد .



30-03-2018

سمير العيادي

[alshourouk](http://www.alshourouk.com)

" أنا لاديني واخترت أن أبقى هذا الخيار في كنف الشخصية.. لم أحاول أن أدخل في مواقف صدامية ونقاشات مع المحيطين بي ولا يعلم أحد بتوجهي في عائلتي باستثناء مجموعة صغيرة من أصدقائي المقرّبين.. ليسوا بالضرورة لادنيين أيضاً ولكنهم منفتحون ومتقبلون للنقاش". هذا جزء من قصة الشاب التونسي "سامي" (اسم مستعار) والتي تشبه في تفاصيلها قصصاً لعدد من التونسيين الذين أصبحوا لادنيين أو اعتنقوا ديناً أو حتى مذهباً آخر غير الإسلام المنتشر في تونس، وخيروا أن يعيشوا مع معتقدهم في الظل تجنباً لنقاشات صدامية ورفض من مجتمع لا يزال يعتقد جلّ أبنائه أنهم يمسون الحقيقة المطلقة وأحياناً ابتعاداً عن ممارسات عنيفة قد تمارس ضدهم.

share سامي (شاب تونسي لاديني) لـ"الترا تونس": خيّرت أن أبقى خيار بي بين نفسي تجنباً للصدمات

يقول سامي لـ"الترا تونس" إنه لم يغيّر دينه ولكن ما وقع له هو مسار طويل من التطور والتقدم الفكري في نظره، مضيقاً "ترعرعت في مجتمع صغير ينشأ فيه الجميع على اتباع السائد من الدين الإسلامي والعادات المحافظة ولا مجال فيه للنقاش والاجتهاد". ويبين محدثنا أنه عندما كبر في السن وتخصّص في الدراسات الأدبية واهتم بالاطلاع على كتب دينية أخرى كالإنجيل والعهد القديم ومطالعة عديد الكتب، وجد أن هناك تشابهاً في الأحداث وأن أغلب القصص الدينية المتواترة تتشابه وهذا لا يمكن أن يكون صدفة، حسب تعبيره. ويضيف أنه عندما بدأ يلاحظ أن هناك عديد الأمور المستمدة من تاريخ الحضارات شعر بنقص في الاعتقاد الديني مقابل زيادة في أهمية الوقائع التاريخية والاجتماعية، مؤكداً أنه لا ينتمي لأي دين ولكنه ليس في حالة عدائية مع أي دين. ويشير إلى أنه عادة يقع توصيف حالته بالإلحاد إلا أنه شخصياً لا يقرن نفسه بأي مجموعة دينية، وفق تصريحاته. ويبرز سامي أنه في البداية كانت لديه نزعة لمواجهة السائد إلا أنه تراجع عن ذلك نظراً لأن الوضع عموماً لا يشجع على الإقدام على مثل هذه الخطوة خاصة مع الأفراد المتقدمين في السن والذين يرفضون التغيير لأسباب يعتبرونها منطقية. ويلفت إلى أن البعض لهم ردات فعل عنيفة تجاه من يخالف قناعاتهم الدينية والسياسية.

وحيد الفرشيشي، رئيس الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية: تونسيون اعتنقوا المسيحية لكنهم منعوا من تلقي دروس كاثوليكية

ولئن لم يتعرّض سامي للتعنيف أو لـ"الاضطهاد" بسبب خياره الدينية المخالفة لتوجه أغلبية المجتمع، فإن بعض المواطنين التونسيين الذين قرّروا اعتناق المسيحية منعوا من الالتحاق بدروس مسيحية كاثوليكية من قبل بعض قوات الأمن، حسب وحيد الفرشيشي، رئيس الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية. ولعلّ ما مكّن سامي من الابتعاد عن الصدمات هو قراره الحاسم بإبقاء خياره الشخصية بينه وبين نفسه في بلاد تمتلك دستوراً متقدماً بالمقارنة مع دساتير باقي الدول العربية لكن التطبيق محل جدل. فالدستور التونسي الذي تمّ إقراره سنة 2014 ينصّ في فصله السادس على أن "الدولة راعية للدين، كافلة لحرية المعتقد والضمير وممارسة الشعائر الدينية، ضامنة لحياض المساجد ودور العبادة عن التوظيف الحزبي". ولكن واقع التونسيين يثبت أن ما جاء في الدستور لا يزال حبراً على ورق. إذ تتعدد الأمثلة على الانتهاكات التي قد تطال من يعلن أنه لاديني أو أنه قرّر اعتناق دين آخر غير الذي تعتنقه عائلته ومعظم الناس، بل حتى الذي يغير المذهب. في هذا السياق، يبيّن أستاذ القانون العام ورئيس الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية وحيد الفرشيشي أن دستور 2014 "دستور متقدم جداً". ويبرز الفرشيشي، في تصريح لـ"الترا تونس"، أنه لا يوجد أي شرط قانوني في تونس يتعلق بوجود اعتناق ديانة ما لأن الدولة مدنية، مشيراً إلى وجود بعض الاستثناءات. ويوضح أن أول استثناء يتمثل في الفصل بالدستور الذي ينصّ على أن رئيس الجمهورية التونسية يجب أن يكون مسلماً وهذا يعدّ إقصاء لغير المسلمين. ويُذكر أنه كان جاري العمل بمنشور يمنع زواج التونسية بغير المسلم وقد تم التخلي عنه في 8 سبتمبر/ أيلول 2017 وكان هذا المنشور يحدّ من حرية التونسيات في اختيار شريك حياتهن. ويضيف الفرشيشي أن وزارة الشؤون الدينية لا تهتم إلا بالشؤون الإسلامية ولا تهتم ببقية الشعائر في حين أنه يُفترض أنها تهتم بجميع الديانات والطوائف الموجودة في تونس حتى

لو كان عدد أفرادها لا يتجاوز أصابع اليد. ويتابع محدثنا "هناك دار للإفتاء في تونس ومفتي الجمهورية التونسية لا يُعنى إلا بشؤون التونسيين المسلمين"، موضحاً أن هذا يعني أن على التونسيين غير المسلمين كمن اعتنق المسيحية الكاثوليكية على سبيل المثال، العودة إلى الفاتيكان وإلى مصادر خارج الدولة التونسية لتدبير شؤون دينهم. واعتبر أن "ذلك يعدّ ضرباً لسيادة الدولة". ويشدد على أن مجلة الأحوال الشخصية بدورها لا تنظم أحوال التونسيين غير المسلمين كتخصيصها في إجراءات الزواج مثلاً أن تتم قراءة الفاتحة وهو أمر لا يمكن أن يحدث إذا كان المتزوج من دين آخر غير الإسلام، مؤكداً أن مثل هذه القوانين لا تتناسب مع حرية الضمير المنصوص عليها في الدستور الجديد، ما بعد الثورة. ويبين أستاذ القانون العام أن حرية الضمير تتجاوز حرية ممارسة الشعائر الدينية، قائلاً إنها تعني حرية اختيار المبادئ التي تسير حياة الشخص ومواقفه من الأشياء "كإنسان مسالم يرفض الانتماء للجيش ويعتبر أن حمل السلاح يتناقض مع مبادئه ولكنه قد يتعرض للملاحقة والمحاكمة إذا رفض التجنيد وهو ما يعدّ تعدياً على حرية ضميره"، على حدّ تعبيره. ويؤكد الفرشيشي ضرورة أن تطال حرية الضمير في تونس كامل أبعادها باعتبار أنها أوسع بكثير من الحريات الدينية. أما على المستوى الاجتماعي، يقول محدثنا إن الممارسات الاجتماعية والبوليسية ضدّ غير المسلمين بتونس ليست مرتبطة بالقانون. ويوضح أن هناك فصلاً في المجلة الجزائرية التونسية تعاقب الأشخاص بتعلّة "ما ينافي الحياء والأخلاق الحميدة" لكن وفق أي أسس يُحدد ما ينافي الحياء أو ماهي الأخلاق الحميدة؟. ويردّف: "هل ستقبل من ترى في نفسها أغلبية مثلاً مشهد قيام عدد من الشيعة التونسيين بمسيرة بمناسبة عاشوراء يقومون خلالها بالطم وضرب أنفسهم علماً وأن بعض الأجزاء من أجسادهم ستكون عارية أم أنها سترى فيها مشهداً منافياً للأخلاق الحميدة وبالتالي سيتمّ إيقافهم ومحاكمتهم".

يمكن اعتبار بعض الممارسات الدينية الشيعية منافية للحياء وفق المجلة الجزائرية التونسية (جوزيه نيكولا / Corbis)

ويؤكد وحيد الفرشيشي لـ "الترا تونس" أن حرية الضمير تعني الحق في الانتماء إلى دين أو عدم الانتماء إليه وتعني الحق في تغيير الدين والعودة إليه وحق تعلّم الشعائر وممارستها فرداً وجماعة وتعليم كلّ فرد تعاليم الدين الذي يتبعه لأطفاله. وإذا يشدّد الفرشيشي على أن كلّ هذا لا يزال غير مفعلاً في تونس، يوضح أن هناك حاجة لأمرين اثنين. الأول يتمثل في ضرورة تنقية القوانين من كلّ المظاهر التي تتنافى مع حرية الضمير. أما الثاني فيتعلق بوضع نصوص قانونية تبين ماهية جريمة التكفير وتتبع من يقوم بتكفير غيره.

وفي انتظار يوم يعيش فيه جميع التونسيين، بمختلف انتماءاتهم العقائدية والفكرية، في كنف الاحترام المتبادل، وتشرع فيه السلطات التشريعية بتغيير القوانين البالية التي تعود إلى عقود مضت وبعضها إلى عهد الاستعمار الفرنسي والتي تتعارض مع أحكام دستور تونس الثورة، لا بدّ من نهضة فكرية تقودها نخبة البلاد وإعلامها بهدف إحداث تغيير في العقلية المتحجرة التي لا تزال ترفض الاعتراف بحقوق الآخر المختلف عن السائد.

حقائق
أون لاين

29-03-2018

يسري اللواتي

hakaekonline

اتهم طوبال بنشرها: موظف سابق بالـ ATCE يكشف تفاصيل فبركة صور لسامية عبو زمن بن علي.. وسفيان طوبال يرد

تحدث الموظف السابق بوكالة الاتصال الخارجي حميدة بن جمعة، عن تفاصيل حول تورط الوكالة وقيادات حالية من نداء تونس في عمليات فبركة صور لسياسيين معارضين أيام حكم الرئيس السابق زين العابدين بن علي.

وكشف بن جمعة في تصريح لحقائق أون لاين اليوم الخميس 29 مارس 2018، عن تفاصيل صور مفبركة لسياسيين معارضين نُشرت في انتخابات أكتوبر 2009، في خضم الحملة الانتخابية التي كان يقوم بها الرئيس السابق بن علي لتتويجه معارضيه والفوز بولاية رئاسية جديدة.

صور مفبركة للمعارضين للتشويه..

وتابع "دخلت وكالة الاتصال الخارجي شهر أفريل من سنة 2010 كعون عرضي بصفة تقني في الاعلامية مكاف بخلية

الانترنات أي متابعة وصيانة التجهيزات الاعلامية، ووجدت في ذلك الوقت ملفات للحملة الانتخابية للرئيس بن علي، تضم صوراً لسامية عبو في شكل رقاصة، كما ضمت صوراً لمفبركة لبن سدريين ومنصف المرزوقي وعبد الرؤوف العيادي وغيرهم من المعارضين”.

واعتبر أن ما صرح به النائب حسن العمري تجاوز الفساد الذي عرف به حزب التجمع ودخل في اطار تشويه ومس من شرف النساء، وفق تعبيره.

سفيان طوبال يشرف على نشر الصور على الانترنات..

وعن المشرفين على نشر الصور على الانترنات وفبركتها، لم يكشف المتحدث عن أسمائهم، لافتاً إلى أن تقرير الهيئة الوطنية لتقصي الحقائق حول الفساد والرشوة ضم كافة الأسماء المشرفة على العملية، إلا انه أكد أن رئيس كتلة نداء تونس حالياً والعضو السابق في الشبيبة الدستورية سفيان طوبال كان يتلقى هذه الصور وينشرها على الفايسبوك.

صور مفبركة لا تجد أي صدى..

في السياق ذاته اعتبر الموظف السابق بوكالة الاتصال الخارجي، أن هذه الصور لم تكن ذات تأثير وصدى واسع داخل المجتمع التونسي قائلًا “المضحك أن الصور لا تجد صدى كبيراً عند الشعب التونسي وبن علي كان يؤكد على ضرورة عدم استعمال هذه الأساليب”.

طوبال يرد..

في هذا السياق نفى رئيس كتلة نداء تونس بالبرلمان سفيان طوبال هذه المعطيات التي وصفها بـ” الادعاءات”، مشدداً على أنه ليس له علاقة بوكالة الاتصال الخارجي مطلقاً. وتابع بأنه بالامكان الرجوع للأرشيف للتثبت من هذه “الادعاءات”، مفيداً بأن “الهرسة الاعلامية ليست من أساليبه رغم أنه تضرر منها كثيراً”. وكان النائب عن حزب نداء تونس حسن العمري قد قال خلال جلسة عامة بالبرلمان، إن سامية عبو كانت “مجرد رقاصة في مقاهي طبرية ولديها محاضر في مراكز الحمامات” وتداول نشطاء مواقع التواصل الاجتماعي صوراً لسامية عبو تبدو مفبركة. وأحدثت وكالة الاتصال الخارجي سنة 1990، ليتم حلها في ديسمبر 2012، وعرف عنها أنها كانت وراء التضييق على الحريات الصحفية في تونس أيام حكم بن علي.

سامي الطاهري: الهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية تتدخل في أمر لا يعنها

استنكرَ الناطق الرسمي باسم الإتحاد العام التونسي للشغل سامي الطاهري التصريحات الصادرة عن رئيس الهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية شوقي قداس التي تحدث فيها عن السّجن لكل أستاذ يتعمّد حجب الأعداد. واعتبرها الطاهري تصعيد من طرف هيئة تتدخل في خلاف مهني بين أجبر ومؤجر وفق تعبيره. وقال الهيئة تتدخل في امر لا يعنها بينما كان الاجدر بها التدخل في شؤون أخرى كان يجب أن تقوم بها . وكان شوقي قداس، قد صرح بأن حجب الأعداد والمعدلات عن التلاميذ والأولياء يُعرض الأستاذ إلى السجن 8 أشهر وخطية مالية بـ3 آلاف دينار وذلك حسب الفصل 92 من القانون عدد 63 لسنة 2004.

أكثر من 100 محاكمة لنشطاء الحركات الاجتماعية منذ شهر جانفي

انطلقت فعاليات المؤتمر الوطني الثاني للحركات الاجتماعية اليوم الجمعة 30 مارس 2018 بسوسة، تحت شعار "تنوع، صمود، تضامن" وستواصل الى غاية 1 أفريل 2018، بحضور 150 مشاركا من مختلف الحركات الاجتماعية الناشطة في عديد المجالات من تونس و من دولة المغرب. ويهدف المؤتمر حسب ما أكده رئيس المنتدى التونسي للحقوق



30-03-2018

shemsfm



30-03-2018

mosaiquefm

الاقتصادية والاجتماعية مسعود الرمضاني في تصريح لمراسلة موزاييك بالجهة الى تجميع الحركات الاجتماعية وإعطائها معنى مع المحافظة على سلميتها وفق تعبيره. وأضاف انه سيتم تنظيم ورشات سيتم من خلالها التطرق إلى عديد المواضيع المتعلقة بالصحة والتعليم والعمل الهش والاقتصاد الاجتماعي والتضامني . وأوضح رئيس المنتدى أن الأرقام الجديدة للرصد الاجتماعي التونسي التي تم نشرها في تقرير سنتي 2016 و 2017 تشير الى ان عدد الاحتجاجات الاجتماعية ارتفعت و تضاعفت من 4900 سنة 2015 الى 10900 سنة 2017 و هذا ما يؤكد ان الطلبات الأساسية للحركات الاجتماعية لم تتحقق وفق تقديره. و بخصوص الملاحظات القضائية لنشطاء الحركات الاجتماعية، قال الرمضاني انه تم تسجيل قرابة اكثر 100 محاكمة في الفترة الممتدة من شهر جانفي الى اليوم خاصة في كل من ولايات قفصة و سيدي بوزيد و المظيلة.

Le 29-03-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 29-03-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Des Tunisiens instrumentalisés économiquement et sexuellement à l'étranger et autres sévices: Le cri d'alarme de Raoudha Labidi</p> <p>La présidente de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes tire la sonnette d'alarme. Si l'instrumentalisation économique et sexuelle des enfants est un fléau qui revient constamment dans les médias, il continue pourtant de persister. Il suffit de faire un tour à Tunis pour le constater: des mendiantes traînant un nouveau-né avec elle, des gamins vendant des mouchoirs, etc. Raoudha Labidi, présidente de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes, est intervenue sur les ondes de Mosaïque Fm pour étayer l'ampleur de cette forme de traite humaine. Elle a ainsi révélé que certains de bébés ne sont pas réellement les enfants des mendiantes mais "loués à la journée" par leurs parents en contre partie d'une somme d'argent, qui varie selon les gains de la mendicante pendant sa journée. La problématique des enfants aides ménagères continue encore avec son lot de pratiques inhumaines. Labidi évoque les cas de filles très jeunes "vendues" à des familles pour faire le ménagère. Elle a cité l'exemple d'une fillette qu'on oblige à dormir dans une baignoire. "La pauvreté des familles de ces fillettes ne justifient pas de les vendre", a lancé la présidente de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes. Il existe une autre forme d'exploitation qui consiste à payer sa dette envers quelqu'un en travaillant pour lui gratuitement. "Le paiement de la dette n'arrive pas à échéance, ce qui fait que ça dure pendant longtemps", a-t-elle alerté.</p> <p>Des bureaux d'emploi dans l'illégalité</p> <p>Raoudha Labidi a tiré la sonnette d'alarme quant aux bureaux d'emploi promettant des offres de travail à l'étranger. Ces derniers fleurissent et sont pour la plupart créés de manière illégale car ils ne répondent pas aux critères posés par la loi. Fait encore plus grave, ils jouissent d'un</p>

impunité totale car ils ne sont soumis à aucun contrôle de la part des institutions de l'Etat. "On ignore où sont envoyés nos jeunes via ces bureaux: vers Daech, vers la prostitution ou l'exploitation économique", s'est insurgée Labidi. Elle a aussi révélé les insoutenables situations dans lesquelles se trouvent jeunes femmes prises au piège de la prostitution ou du travail forcé. La présidente de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes a fait savoir que ces bureaux gagnent beaucoup d'argent pour chaque personne qu'ils envoient. Pour faire leur publicité, ils affichent sur les réseaux sociaux, les visas, les photos et autres informations sur leurs clients en violation totale de la protection des données personnelles. "Ce dossier est notre priorité", a-t-elle lancé, en promettant de combattre ce phénomène en faisant appliquer la loi. Dans ce cadre, elle a noté qu'elle attend toujours la mobilisation des députés de l'ARP à ce sujet.



29-03-2018

W.J

[realites](#)

Maroc: Une adolescente agressée sexuellement dans la rue en plein jour ([Vidéo](#))

Le Maroc de nouveau sous le choc, suite à la diffusion d'une vidéo montrant une adolescente agressée sexuellement dans la rue et en plein jour. Ces scènes atroces où la jeune fille hurlait, suppliant son agresseur de la libérer ont secoué la toile. Après une avalanche de coups, l'agresseur lui a tenu les mains et l'empêchée de hurler en la plaquant au sol. Il lui a ensuite arraché ses vêtements et touché des parties intimes de son corps. Une deuxième personne était en train de filmer ces scènes avec son téléphone portable sans intervenir. La victime, en pleur criait « N'as-tu pas de sœur? » en se débattant. Mais ces cris retentissants n'ont nullement touché son bourreau. Cet incident a soulevé de nouveau la question de l'harcèlement sexuel à l'encontre des femmes dans l'espace public au Maroc. Rappelons qu'en août dernier, une autre vidéo d'un viol collectif dans le bus a suscité une tempête d'indignation au Maroc et dans le monde entier. Une enquête a été ouverte pour identifier les auteurs de ce crime.



29-03-2018

[mosaïquefm](#)

INPDP : le blocage des notes à l'ordre du jour

Le président de l'Instance nationale de protection des données personnelles (INPDP), Chawki Gaddes a déclaré, jeudi à la TAP, que l'ordre du jour de la réunion du conseil de l'instance prévue, demain, comporte l'examen de la légalité de la mesure de blocage des notes décidée par la fédération générale de l'enseignement secondaire. Gaddes a précisé que l'examen de cette question s'inscrit dans le cadre des prérogatives de l'INPDP qui veille sur la protection des données personnelles, faisant savoir que les notes des examens sont considérées comme étant des données personnelles et sont, de ce fait, soumises à l'article 24 de la Constitution qui oblige l'Etat à les protéger. Gaddes a ajouté que la loi numéro 63 de l'année 2004 relative à la protection des données personnelles stipule la garantie de l'accès aux données personnelles, estimant que la moyenne des notes est une donnée personnelle qui ne peut être calculée et remise aux élèves que par l'intermédiaire de l'administration des établissements éducatifs. Il a rappelé que l'INPDP a rejeté plusieurs procédures, dont la dernière en date celle du projet de

loi relatif à la mise en place d'une carte d'identité biométrique présenté par le ministère de l'Intérieur. L'orateur a fait savoir que l'instance a reçu, aujourd'hui, la première plainte déposée par un parent d'élève contre la décision relative au blocage des notes, indiquant que l'INPDP transmettra un dossier au ministère public en cas de réception de plaintes supplémentaires. Interprétant l'article 93 de la loi n ° 63 de 2004 relative à la protection des données personnelles, le président de l'INPDP a déclaré que toute personnes qui restreint ou refuse le droit d'accès à l'information est punie de trois mois d'emprisonnement et d'une amende de trois mille dinars.



29-03-2018

shemsfm

Le blocage des notes est passible de 8 mois de prison

Lors de son intervention dans 'Houna Shems' du 29 mars, Chawki Gaddes, le président de l'Instance nationale de protection des données personnelles (INPDP), qu'en bloquant les notes, le professeur peut être condamné à une peine de 8 mois de prison et une amende de 3 mille dinars, conformément à l'article 92 de la loi n°2004-63. Chawki Gaddes a précisé que l'accès aux notes entre dans le cadre du droit à l'accès aux données personnelles. Il a ajouté que l'instance a reçu plusieurs plaintes de la part des parents suite au blocage des notes, et que le conseil de l'INPDP se réunira demain pour prendre les mesures nécessaires.

مقالات باللغة العربية



29-03-2018

خديجة يحياوي

alchourouk

بعد تعرض دورية ديوانية إلى اعتداء من قبل مهربين: الامنيون يطالبون بتجريم الاعتداء عليهم

تعرضت دورية امنية بجهة القيروان الى اعتداءات وحشية على خلفية ايقافها لمهرب، هذه الحادثة اعادت الى الازهان ملف الاعتداءات على الوحدات الامنية من قبل العصابات الإجرامية والمهربين، وهو ما جعل الهياكل النقابية تجدد الدعوة الى تجريم هذه الممارسات. وقد تكررت الاعتداءات العنيفة على الوحدات الأمنية، مما جعل البعض يؤكد ان العصابات الاجرامية ومافيا التهريب تغولت بشكل مقلق ومخيف، وانها تتولى تهريب الوحدات الامنية من اجل مواصلة أنشطتهم المشبوهة.

اعتداءات وحشية

وقد عمدت مجموعة من الشبان اصيلي مدينة حاجب العيون نهاية الاسبوع الماضي الى رشق دورية تابعة لفرقة الحرس والتفتيشات الديوانية بالقيروان مما اسفر عن اصابة عونين، ويأتي هذا الاعتداء على خلفية مطاردة هذه الدورية لشاحنة تابعة لاحد المهربين رفض الامتثال لاشارتهم وقد تم ايقافهم وحجز محركات ميكانيكية كانت مهربة، لتقوم على اثر ذلك مجموعة من الشبان بمهاجمة الدورية واسترجاع المحجوز.

كما تم امس الأول الاعتداء على ضابط بشرطة النجدة اثناء قيامه بعملية مطاردة لمنحرف خطير، بجهة لافيات بالعاصمة، وفي ولاية اريانة عمد تاجر للخمور والمشروبات الكحولية خلسة رفقة والدته الى الاعتداء على عون امن وصفعه في حين تم تمزيق الزي الرسمي للامن الثاني.

كما خلفت عملية اعتداء تعرض لها ضابط بالحرس الوطني من طرف معتمد بجهة النفيضة خلال شهر فيفري الماضي حالة من الاحتقان والغضب في صفوف الأمنيين الذين نفذوا وقفة احتجاجية في الغرض، اذ تولى المعتمد تمزيق الزي الرسمي لضابط الحرس وذلك بسبب خلاف يعود الى اولوية المرور في الطريق.

وفي مناسبة اخرى، تعرض عون امن الى اعتداء خطير ادى الى كسر على مستوى الفك السفلي لفته، مما استوجب تدخل جراحي، وقد تم الاعتداء عليه من قبل مفتش عنه سيطر على مأوى عشوائي بشارع شارل ديغول بالعاصمة وقد توجه نحو عون الامن رفقة ثلاثة منحرفين احدهم متورط في اعتداء على محافظ امن في وقت سابق.

هذه بعض الاعتداءات التي تعرض اليها امنيون، والتي اعتبرتها النقابة الوطنية لقوات الامن الداخلي تصل الى مئات الحالات وسبب تزايدها يعود الى وجود فراغ قانوني يجرمها ويتصدى الى مثل هذه الممارسات.

فراغ قانوني

وفي هذا الاطار، افاد المكلف بالإعلام بالنقابة الوطنية لقوات الامن الداخلي رياض الرزقي في تصريح له «الشروق» انه لوضع حد لهذه الاعتداءات التي طالت الامنيين قدمت النقابة مشروع قانون لجزر الاعتداءات، كما قدمت سلطة الاشراف مشروع قانون والذي كان اثار الكثير من الجدل، وقد وسعت النقابة دائرة الاستشارات حول هذا المشروع وتم تشريك الاتحاد العام التونسي للشغل ومنظمات والمجتمع المدني وتقديم توصيات للبرلمان، وتم التاكيد ان الهدف من مشروع القانون ايقاف نزيف الاعتداءات المتكررة على الامنيين وليس المس من الحريات وانتهاك حقوق المواطنين.

ولاحظ الرزقي انه نظرا لحالة الانفلات التي تعيشها في كل مرة البلاد فان ردة فعل المحتجين تكون على اعون الامن والمؤسسات الامنية التي يقع تخريبها وحرقتها، مضيفا ان بعض الجهات تبرر هذه الممارسات مما ساهم في ارتفاع هذه الاعتداءات.

وأضاف الرزقي ان اغلب الذين يعمدون الى الاعتداء على الوحدات الأمنية يكونون تحت تأثير المواد المخدرة والمشروبات الكحولية وانه يتم إيقافهم على ذمة القضاء ويتم الإفراج عنهم بعد مدة وجيزة، وهو ما يشجعهم على اعادة نفس الجريمة مؤكدا انه اذا لم يتم تجريم هذه الممارسات فان هذه المجموعات ستمارس وحشيتها ضد المواطنين ومؤسسات الدولة، معتبرا ان نقص التجهيزات والفراغ القانوني أدى الى تغول العصابات والمنحرفين والمهربين وان الامنيين الذين يتعرضون الى اعتداءات بسبب عمليات امنية لا يتم تعويضهم وجبر ضررهم.

وقال الرزقي ان حالة من التمللم والغضب في صفوف الامنيين بسبب هذه الاعتداءات، مشيرا الى ان سن قانون يجرم هذه الأفعال والممارسات من اولويات النقابة التي ستواصل نضالها من اجل ايقاف هذا النزيف.

كقائفة
أون لاين

29-03-2018

hakaekonline

مقترحات جديدة تخص المساواة بين الجنسين في الحضانة والنفقة

رئيسة لجنة الحريات والمساواة بشرى بالحاج حميدة، اليوم الخميس في تصريح لحقائق أون لاين، أن اللجنة تعمل على اقتراح إجراءات إدارية تضمن المساواة بين الجنسين مثل المساواة في الحضانة والنفقة والميراث. وشددت بالحاج حميدة على ان اللجنة تعمل بالأساس على إحداث مجلة تضمن الحريات الفردية وتكرس مبدأ المساواة بين الجنسين في كافة المجالات وتسعى إلى تفعيل قوانين تضمن هذه الحريات وتسلط عقوبات على كل من يتجاوزها مثل قانون يضمن حرية الضمير والشعائر الدينية، وفق قولها. كما أضافت أن من أبرز النقاط التي تسعى اللجنة إلى تكريسها هي اقتراح مشاريع إصلاح تشريعية ومناشير وتوصيات لتقوم بإعدادها في تقرير تقدمه لرئاسة الجمهورية ثم يناقش من قبل مجلس نواب الشعب. وحول مدى ثقتها في تفعيل مقترحات لجنة الحريات الفردية، قالت رئيسة لجنة الحريات والمساواة إن لديها ثقة في الوعي العام للشعب التونسي وفي مجلس نواب الشعب. يشار الى أن لجنة الحريات الفردية والمساواة هي مؤسسة قد أحدثت مؤخرا من طرف رئيس الجمهورية الباجي قايد السبسي وتعمل على اعداد مقترحات تخص الحريات الفردية.



29-03-2018

سياسية جزائرية: 'الوهابية سلاح السعودية لتدمير العالم العربي'

وجهت الأمينة العامة لحزب العمال الجزائري، أكبر تشكيلة يسارية معارضة، انتقادات لاذعة للموقف الرسمي من الأزمة

اليمنية والصراع الحوثي-السعودي، بعد تنديد الحكومة الجزائرية بصواريخ جماعة الحوثي على الرياض ومدن سعودية أخرى.
ورأت لوييزة حنون وهي أيضا نائبة بالبرلمان، أن "الجزائر الرسمية تناست حق اليمنيين في الدفاع عن أنفسهم، وهم يعانون منذ فترة من ويلات الاحتلال السعودي، ولا يجب الوقوف مع المحتل"، بحسب ما نقله مراسل شمس أف أم جلال مناد عن تصريحات حنون في تجمع شعبي بمدينة عنابة القريبة من تونس.
في سياق متصل، هاجمت الأمينة العام لحزب العمال وزير الشؤون الدينية محمد عيسى "الذي برّر الوهابية من فوضى الفتاوى التي تغرق فيها الجزائر والعالم العربي"، واعتبرت أن "الوهابية قالب للإرهاب والوهابية سياسة وليست ديناً".
واستندت منافسة الرئيس عبد العزيز بوتفليقة في رئاسيات 2014، إلى اعترافات ولي العهد السعودي، الأمير محمد بن سلمان بن عبد العزيز، بكون الرياض استخدمت الفكر الوهابي بتوجيهات غربية لمحاربة السوفيات.



29-03-2018

mosaiquefm

الداخلية تتّبه من صفحات وهمية منسوبة لـ'الطفي إبراهيم'

أكدت وزارة الداخلية أن الصفحات الوهمية على مختلف شبكات التواصل الإجتماعي المنسوبة إلى وزير الداخلية الطفي إبراهيم لا صلة لها بالواقع ولا علاقة له بها ولا يمكن اعتمادها كمصدر للمعلومة.
وأشارت إلى أنها ستتولى بالتنسيق مع النيابة العمومية التتبع العدلي لتلك الحسابات.
وأبرزت الوزارة أنّ كافة بلاغاتها المتعلقة بنشاط وزير الداخلية وأنشطة مختلف الأسلاك الأمنية يتم نشرها حصريا عبر المحامل الإلكترونية الرسمية للوزارة دون سواها وهي:
الموقع الإلكتروني "www.interieur.gov.tn".
الصفحة الرسمية عبر موقع الفايسبوك "Ministère de l'intérieur-Tunisie".
حسابها الرسمي عبر موقع تويتر "M.Intérieur_Tunisie".
القناة الرسمية عبر موقع اليوتيوب "Ministère de l'intérieur-Tunisie".

Le 28-03-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>28-03-2018</p> <p>Lila Taleb-Bendiab</p> <p>huffpostmaghreb</p> <p>b</p>	<p>L'égalité hommes-femmes existe-t-elle dans les régions marginalisées? Lam Chaml se mobilise pour la réaliser lors des élections</p> <p>L'association "Lam Echaml" lance le projet "Femmes et Hommes égaux dans les pouvoirs locaux". "Femmes et Hommes égaux dans les pouvoirs locaux" est l'intitulé du projet de l'association Lam Echaml. Il englobe les régions les plus marginalisées, en l'occurrence les gouvernorats de Béja, Gafsa, Médenine, Siliana, Kasserine, Tataouine, Zaghuan, Tozeur et Kebili. Moncef Ben Slimane, responsable de l'association a annoncé, le 29 mars lors d'une</p>

conférence de presse, que ce projet vise à profiter des élections municipales pour mobiliser le maximum d'acteurs afin de favoriser l'égalité des sexes dans les institutions locales. Ce projet est financé par Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) et s'opère en partenariat avec l'Union nationale des femmes tunisiennes (UNFT), l'Académie européenne des femmes (EAF) et le Centre de Tunis pour la liberté de la presse (CTLP). Il s'étendra sur une durée de 2 ans à partir de mars 2018 jusqu'en février 2020. Le représentant de Lam Echaml a annoncé également la mise en place de trois projets pilotes, des sessions de formation des élu(e)s locaux mais aussi la conception et l'adoption d'une "Charte nationale de la démocratie participative et du développement local". Une journée "Cité des Femmes" sera également programmée. De son côté, Mohamed Maali, membre du bureau exécutif du centre de Tunis pour la liberté de la presse a souligné que ce projet permettra de contrôler le respect des pouvoirs locaux du principe de l'égalité entre les deux sexes à travers le suivi de leurs activités post-électorales. Moncef Ben Slimane a indiqué que la Tunisie dispose de nombreux textes juridiques permettant l'égalité hommes-femmes, le projet permettra de les appliquer sur le terrain. Radhia Jerbi, présidente de l'union nationale de la femme tunisienne, a indiqué que les femmes dans les neuf régions sélectionnées par le projet souffrent encore de marginalisation et d'exclusion à tous les niveaux. "La décentralisation et le développement local sont restés au stade des promesses et l'égalité entre les sexes est inexistante en réalité. On assiste à un retour du conservatisme. Ces élections municipales sont l'occasion de présenter un projet. Les municipalités doivent fonctionner d'une manière démocratique avec les associations et les habitants. Il va y avoir un développement local, de l'argent et des projets. Faisons donc en sorte que ce discours sur l'égalité hommes-femmes ne soient pas un discours creux mais une réalisation de nouveaux projets dans ce sens par les nouvelles municipalités. L'idée n'est pas l'égalité en théorie mais l'égalité hommes-femmes prise en considération dans le développement local, explique Moncef Ben Slimane. Depuis sa création le 29 avril 2011, l'association Lam Echaml s'est engagée à concevoir et à mettre sur pied des projets qui renforcent les capacités des associations membres dans son réseau. Elle œuvre aussi pour la promotion de la citoyenneté dans les différentes régions de la Tunisie par le biais d'actions qui rendent le citoyen acteur dans la cité.

RÉALITÉS
RECORDAGE RÉGIONAL - FONDÉ EN 1979 *Quilim*

28-03-2018

B.H

[realites](#)

Une blonde, tête de liste d'Ennahdha à Sidi Bou Said

Dans un post publié sur sa page officielle Facebook, Salima Ben Soltane, tête de liste du mouvement Ennahdha aux élections municipales à Sidi Bou Said, a appelé l'ensemble des tunisiens à se mobiliser pour accomplir leur devoir de vote le jour des élections, le 6 mai prochain. La jeune femme, chirurgien dentiste, et mère de deux enfants, a mis l'accent sur l'importance de cette échéance électorale. Il est à noter que le mouvement Ennahdha est le premier parti à avoir désigné une femme à la tête de la plus grande mairie du pays, à savoir celle de Tunis. En tout, 5 femmes, dont 3 non voilées, ont été désignées têtes de listes dans les

différentes localités de la capitale, à savoir Tunis, Sidi Bou Said, La Marsa, et Carthage. Le nombre total des femmes têtes de listes aux municipales, s'élève quant à lui à 175. Quoi de mieux pour dire qu'Ennahdha est désormais un parti féministe par excellence?



28-03-2018

mosaïquefm

Le gérant de la société Panorama porte plainte contre Hsouna Naasfi (Photos)

Le gérant de la société Panorama Luca Lucattini a répondu dans un post publié sur son profil Facebook aux calomnies véhiculées par Hsouna Naasfi. Le député a ouvertement affirmé "sans fondements" toujours selon le gérant, que le business de ce dernier était "sioniste" et d'origine "israélienne". Naasfi a également cité que cette société a reçu 650 mille dinars de la part de l'IVD. Lucattini dément radicalement ses dires en rappelant qu'il n'est pas sioniste, qu'il n'a jamais soutenu le sionisme et n'a jamais visité Israël. Il vit en Tunisie depuis 1994, il s'est converti à l'Islam depuis des années et est marié à une tunisienne. La Tunisie pour lui est 2ème patrie. Voici le statut ou il fustige ces accusations et les condamne fermement. Il rappelle qu'il a fini par avoir recours à la justice et a porté plainte.



28-03-2018

shemsfm

Le prince héritier saoudien: le wahhabisme a été exporté à la demande des Occidentaux

Dans une interview au Washington Post, le prince héritier Mohamed ben Salmane a déclaré que l'Arabie saoudite avait commencé à propager l'idéologie wahhabite à la demande de ses alliés occidentaux, pendant la guerre froide, pour contrer l'URSS. Interrogé sur la propagation du wahhabisme, idéologie islamiste rigoriste née en Arabie saoudite et parfois accusée par la presse et des responsables politiques en Occident d'être une source du terrorisme islamiste, le prince héritier a déclaré que les investissements saoudiens dans les mosquées et écoles islamiques à l'étranger trouvaient leur origine dans le contexte de la guerre froide. Le prince héritier a expliqué que, à cette époque, les alliés occidentaux de Riyad avaient demandé à l'Arabie saoudite d'utiliser ses ressources afin d'empêcher l'Union soviétique de «conquérir le monde musulman ou d'y acquérir de l'influence».

مقالات باللغة العربية



28-03-2018

الحبيب الحفيان

alchourouk

قابس: إيقاف 29 شخصا وحجز سيارتين

قامت الوحدات الأمنية المشتركة بإقليم قابس نهاية الأسبوع المنقضي بحملة أمنية واسعة شملت الواحات المتاخمة لمدينة قابس وأحوازها أثمرت عن إيقاف 18 شخصا مفتشاً عنهم في قضايا حق عام وإيقاف 10 أشخاص آخرين من أجل السكر والتشويش في الطريق العام وإيقاف شخص آخر من أجل مسك واستهلاك وترويج مادة مخدرة كما تم حجز سيارتين محل تفتيش و2500 لتر من اللاقي المسكر.



28-03-2018

shemsfm

مدير الشؤون القنصلية يؤكد ترحيل تركيا لعدد من المقاتلين في بؤر التوتر لتونس دون علمهم

أكد شهير الجبي مدير الشؤون القنصلية في وزارة الشؤون الخارجية، اليوم الأربعاء، خلال جلسة الإستماع له في لجنة التحقيق في شبكة التفسير لبؤر التوتر في البرلمان، أكد ان أعداد من المقاتلين في بؤر التوتر رحلتهم السلطات التركية إلى

	<p>تونس دون علم البعثة القنصلية. وقال الجبي ان 54 عنصرا تونسيا عاندين من يؤر التوتر تم ترحيلهم عبر تركيا من 2015 حتى أوائل سنة 2018.</p>
 <p>28-03-2018 mosaiquefm</p>	<p>وزارة الخارجية: 30 مواطنا تونسيا على الأقل عالقون في مناطق في سوريا</p> <p>أكد مدير الشؤون القنصلية في وزارة الشؤون الخارجية شهير الجبي خلال جلسة استماع بالبرلمان اليوم الأربعاء، أن السلطات التركية قامت بين سنة 2015 و حتى بداية 2018 بترحيل 54 تونسيا عاندين من يؤر التوتر، من بينهم من تم ترحيله دون علم البعثة القنصلية وفق تأكيده. كما كشف الجبي أن 23 تونسيا معتقلون حاليا في مخيمات تابعة لقوات سوريا الديمقراطية والجيش الحر في مناطق النزاع الواقعة شمال سوريا، وأن قنصلية التونسية بدمشق تمكنت من حصر قائمة اسمية تضم 30 تمواطنا سوريا علقوا في الاراضي السورية، وفق تعبيره.</p>

Le 27-03-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 27-03-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghreb b</p>	<p>Sexe, amour, travail... la BD qui brise les tabous des sociétés maghrébines</p> <p>Ancien directeur artistique dans la publicité, Salim Zerrouki s'est converti avec succès à l'humour. Algérien résident à Tunis, Salim Zerrouki vient de publier sa BD "Comment se débarrasser de nous pour un monde meilleur". Volontairement provocateur, Salim Zerrouki adopte l'auto-dérision pour mieux mettre en relief les maux des sociétés maghrébines. Tout y passe: le travail, l'amour, le mariage, le code de la route...Tournées en dérision de manière ludique, les tares de ces sociétés sont plus flagrantes. Armé de formules caustiques et railleuses, le bédéiste peint une réalité beaucoup moins plaisante. Salim Zerrouki brasse large en s'adressant au public de tous les pays du Maghreb. Un parti pris qui s'explique par le fait que non seulement ces pays ont beaucoup de points communs mais plus encore pour lui: "Ils forment un seul pays pour moi", affirme-t-il au HuffPost Tunisie. Les interdits forment par exemple un socle commun entre les sociétés maghrébines. "Ils tournent entre autre autour du sexe, de la mixité, de la femme", explique-t-il. Salim cite à titre d'exemple la sacralité de la virginité de la femme lors du mariage, en relavant les contractions qui y sont liées: "L'homme veut une femme vierge mais qui soit aussi à l'aise avec certaines pratiques sexuelles", relève-t-il. Autre tabou, la religion. À ce sujet, le bédéiste opte pour la prudence: "Dès qu'on touche à la religion, on est vite catalogué dans un camp contre un autre, on n'est plus audible auprès de certains, c'est pourquoi je préfère ne pas m'étaler sur le sujet mais l'aborder implicitement. Les phénomènes sociétaux traités résultent en partie des croyances religieuses", a-t-il expliqué. La politique non plus ne figure pas parmi les thèmes de prédilection de l'artiste. "Si les traits sociaux sont presque identiques à travers le Maghreb, la politique, elle, diffère d'un pays à un autre", précise-t-il. Admirateur du caricaturiste algérien Dilem et du comédien Fellag, l'artiste algérien évoque l'ancrage de l'humour noir dans son pays natal par rapport au</p>

	<p>Maroc et à la Tunisie. Il l'explique par la guerre civile qui a ensanglanté l'Algérie: "Plus la réalité est pesante, meurtrière, plus le besoin de l'humour est primordiale, vital. On en avait beaucoup besoin en Algérie". Marqué par cette période sombre de l'Algérie, Salim Zerrouki s'est mobilisé à travers ces BD pour faire face à l'islamisme rampant en Tunisie. Il était ainsi derrière le personnage de Yahia Boulahia. Le personnage barbu lançait des fatwas aussi improbables que burlesques. Avec un sarcasme tordant, le bédéiste pointait du doigt l'extrémisme religieux. En 2016, Salim lance aussi "Ta7richa", un blog à succès qui relate la vie quotidienne, à priori simple mais en réalité chargée de symboles.</p>
 <p>27-03-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>France: un jeune tunisien accusé d'escroquerie sentimentale</p> <p>Une femme française, âgée de 66 ans, a eu récemment recours à la justice française, pour annuler son mariage avec un jeune homme tunisien. D'après le Parisien, le tribunal devrait prononcer son verdict ce mardi, dans le cadre de cette affaire. Selon la même source, l'épouse a porté plainte contre son mari pour manipulation et escroquerie sentimentale. En effet, elle a assuré à la justice, que l'homme de presque trente ans son cadet, l'aurait épousée, il y a 8 ans, pour obtenir des papiers de séjour. La femme a expliqué qu'elle avait fait connaissance de son mari, il y a 10 ans, alors qu'elle était en vacances à Hammamet. Il a fallu attendre 2 ans, pour se marier officiellement en Tunisie, en 2008. Et c'est d'ailleurs elle qui aurait tout payé.</p>
 <p>27-03-2018</p> <p>mosaïquefm</p>	<p>Libération imminente de détenus tunisiens en Libye</p> <p>Mustapha Abdelkebir, président de l'observatoire tunisien des droits de l'homme a déclaré que la libération de 60 tunisiens détenus dans les prisons libyennes est imminente. Les négociations avec les parties libyennes avancent. Il s'agit de détenus condamnés pour des affaires de droit commun.</p>
 <p>27-03-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>Le brouillon de la stratégie nationale de prévention des enfants des risques du cyberspace fin prêt</p> <p>Le brouillon de la stratégie nationale de prévention des enfants des risques du cyberspace et des nouveaux moyens de communication vient d'être parachevé, a révélé, mardi, le délégué régional à la protection de l'enfance, Mehیار Hamdi. "Cette stratégie cible les enfants, les parents et les professionnels de l'enfance et de la communication numérique ainsi que les associations actives dans le domaine de l'enfance et des médias", a-t-il expliqué, lors d'un point de presse tenu à Tunis. Et d'ajouter que plusieurs séances ont été tenues avec les différentes parties prenantes afin de décider des mesures à prendre afin de prévenir le mauvais usage du cyberspace. Le responsable a souligné que le ministère œuvre afin de fournir la protection nécessaire aux enfants, évoquant à ce titre, la politique publique intégrée de protection de l'enfance au titre de 2016-2020 visant à mettre en place un cadre juridique adéquat qui soit conforme aux conventions internationales. Selon lui, le nombre des délégués à</p>

la protection de l'enfance s'élève à 82 personnes soit 2.4 délégué pour 100 mille enfants, indiquant que ces délégués œuvrent à fournir toute la protection nécessaire aux enfants. Il a, dans ce contexte, mis l'accent sur la nécessité de soutenir les efforts de la société civile et de signaler les formes de menace dont sont victimes les enfants en appelant le numéro vert 1899.

مقالات باللغة العربية



27-03-2018

[alchourouk](http://alchourouk.com)

أزمة المحكمة الدستورية: جمعية القضاة... على الخط

عبر المكتب التنفيذي لجمعية القضاة التونسيين عن عميق أسفه وانشغاله مما آل إليه مسار تركيز المحكمة الدستورية من أزمة متفاقمة نتيجة التأخر الكبير في تركيز هذه المؤسسة الدستورية.

وقال في بيان صادر عنه أمس إنه و بعد وقوفه على المستجدات الأخيرة على الساحة الوطنية المتمثلة في فشل مجلس نواب الشعب للمرة الثالثة في انتخاب أعضاء المحكمة الدستورية الموكول إليه تعيينهم.

وما يمثله ذلك من تأخر للمجلس النيابي في إنجاز المهمات الدستورية المنوطة بعهدته في تركيز المؤسسات القضائية الدائمة باعتبار المحكمة الدستورية هي الهيئة القضائية الدائمة للرقابة على سلامة تنزيل المضامين الدستورية في التشريعات الجديدة ومطابقتها وملاءمتها للدستور وعلى وتكريس نظام الفصل بين السلط والتوازن بينها.

فإنه يؤكد على موقف جمعية القضاة المبدئي الداعي إلى الإسراع بتركيز المحكمة الدستورية وجعل ذلك من أهم أولويات مجلس نواب الشعب.

وشدد على أن الحرص على تركيز المحكمة الدستورية لا يمر عبر التدخل التشريعي بالتخفيض من الأغلبية المستوجبة لانتخاب أعضائها باعتبار الأغلبية المعززة هي ضمانه جوهرية من ضمانات حياد أعضاء المحكمة من خلال تحقيق أكبر توافق حولهم للنأي بهم عن الولاءات الشخصية والحزبية.

وطالب المكتب التنفيذي رئيس مجلس نواب الشعب وجميع مكونات المجلس بتحمل مسؤولياتهم والإسراع بانتخاب أعضاء المحكمة الدستورية وتلافي جميع التداعيات الخطيرة الناتجة عن الفشل في ذلك.

وعبر في ذات السياق عن عميق انشغاله من استمرار وضعية الإدارة المؤقتة للمجلس الأعلى للقضاء عبر كل هياكله بعد سنة تقريبا من انعقاد أول اجتماع له في أبريل 2017 ، مسجلا بشديد الاستغراب سلبية أعضاء المجلس من الذين تمسكوا بتركيزه وإن بارتكاب الخروقات الدستورية بذريعة الوصول بالقضاء إلى وضعية المؤسسات الدائمة وركونهم حاليا لاستدامة الأوضاع المؤقتة للمجلس.

وحذر المكتب التنفيذي للجمعية من المخاطر المحيطة باستمرار الأوضاع المؤقتة للسلطة القضائية من خلال استدامة الإدارة المؤقتة للمجلس الأعلى للقضاء والرقابة المؤقتة على دستورية القوانين كأوضاع ضعف وهشاشة على صون الحريات وسلامة الانتقال الديمقراطي.

ودعا في خاتمة بيانه إلى الخروج من تلك الأوضاع بعيدا عن الحلول التشريعية الماسة بضمانات استقلال وحيادية المؤسسات القضائية والمضعفة لها كما سبق أن دعا إلى ذلك في سياق المبادرة التشريعية لتنقيح القانون المتعلق بالمجلس الأعلى للقضاء. وحذر من تداعيات التدخل التشريعي على حسن سير ذلك المجلس واحترام استقلاله.



27-03-2018

shemsfm

بريطانيا.. السجن المؤبد لمعلم 'خرق تعاليم القرآن والإسلام'

حكمت محكمة بريطانية، الثلاثاء، بالسجن مدى الحياة على معلم مؤيد لتنظيم داعش الإرهابي، كان يسعى لتكوين "ميليشيا من الأطفال" وتجنيدهم لشن هجمات إرهابية في المملكة المتحدة. وأمرت المحكمة بسجن عمر حقي، البالغ من العمر 25 عاما، بالسجن مدى الحياة، بحد أدنى يصل إلى 25 عاما. وعند إصدار الحكم قال القاضي لحقي "لقد خرقت تعاليم القرآن والإسلام بأفعالك، وخرقت أيضا قوانين الأشخاص المتحضرين. أمل أنك تفهم ذلك"، وفق ما نقلت سكاي نيوز عن موقع "تلغراف".

عبو مدافعا عن زوجته: لعنة الله عليكم وعلى أموال الفساد التي أوصلتكم

27-03-2018

mosaiquefm

نشر القيادي في حزب التيار الديمقراطي محمد عبو تدوينة على صفحة بالفايسبوك للردّ على الاتهامات التي وجهها النائب حسن العمري لزوجته سامية عبو خلال الجلسة العامة المخصصة لقرار تمديد عمل هيئة الحقيقة والكرامة. وكتب "سامية وعصابة اللصوص: كلمات قبل يوم الحسم... سامية زوجتي وصديقتي تعرفت عليها لما كانت في العشرين وخطبتها في الواحد والعشرين وتزوجتها في الرابع والعشرين. لا أعرف امرأة وقفت مع زوجها ولا دعمته في المحن ومصاعب الحياة مثلها. في بيتنا أسود لا تعنيهم السياسة عندما يتعلق الأمر بالشرف، وقد لا يعينهم القانون المعطل تطبيقه أصلا في بلادنا، ولا يكبر في عينهم منحرف حتى وإن تحصن بسلطة، ولن أتركهم يخطئون، ولا يستحضرون آلاما سرقت جزءا من طفولتهم ظننا أنها أزيحت يوم 14 جانفي بسقوط نظام العصابة، وسأرد بطريقتي على عصابة الجبناء. تكلمت سامية في المجلس عن فساد نواب دون ذكر أسمائهم وهذا توجهنا في الحزب، نعرف البعض عن ممتلكاتهم التي اكتسبوها بالارتشاء وبابتزاز رجال أعمال منهم من يقبع في السجن اليوم، وأشارت إلى نائب لم تذكر اسمه، أقام كشك في المنزه السادس دون ترخيص معولا على نفوذه المستمد من انتمائه لحزب العصابة كغيره من زملائه الذين أصبح بعضهم يأمررون في جهاتهم ويغيرون الولاية ورؤساء المناطق والمراكز الذين لا يسايرونهم. نشعر بالعار لما نعلم أن ولاية في أرفع مستوى يرتعدون خوفا من كائنات تتسم بالجهل والانحطاط مع كامل احترامنا للجهلة إذا ما كانوا مواطنين يكدون ويجتهدون في عملهم. النائب المنحرف تراءى له أن يخرسها بحكايات فايسبوك تعود لفترة المخلوع، وهذا المنحرف لا يعرف أنني دخلت في معركة مع نظام بن علي سنة 2009 أدت لحجب صور فوتوشوب تخصني وتخص معارضين آخرين. وبعد الثورة علمت أن بن علي نفسه أمر بالتوقف عن هذا الأسلوب لمدة معينة، والحثالة التي خلفته تصر على أن تكون أقيح منه وبلا عقل ومنطق. أقول لهذه الحثالة غير عابئ بحسابات السياسة وبصورة السياسي الهادئ الذي يخفي غضبه: لعنة الله عليكم وعلى أموال الفساد التي أوصلتكم إلى السلطة. سنتخلص منكم قريبا، إما سنة 2019 بتحبيد مموليكم في الخارج والداخل وفرض رفع يديكم عن الدستور والقانون الانتخابي والإدارة، أو بمعركة هي آتية لا محالة سيركها الذين قد لا تعنيهم العدالة الانتقالية ولا صراعات السياسة ولا الانتخابات، ومن سيجعلهم الفقر والبطالة وحوشا ينقضون على نظام فاسد وجاهل، غير قادر على أي إصلاح للأوضاع مع إصراره المرضي على خدمة مصالح المقربين منه، يصر رئيسه على حماية عائلته وضمأن مستقبلها على حساب شعب كامل ذاق لقرون من أنظمة فاسدة متعاقبة، ذنبه أنه سقط ضحية تحيل سنة 2014. كنت أول من حذر داخل الترويكا من سيناريو عودة منظومة القبح والفساد لحكم تونس، حتى ظنني البعض أبالغ، ولم أكن كذلك. كنت فقط أعرف أنه في غياب حكومة قوية وعادلة تقاوم الفساد وتستند لأغلبية تضع قانون التحصين وقانون صحافة جديد وقانون مكافحة الإثراء غير الشرعي لينطبق على السياسيين والجمعيات ووسائل الإعلام وجملة من القوانين والتراتب التي تسرع نسق الاستثمار، مع الضرب بقوة على أيدي المخربين مهما كانت انتماءاتهم، ولكن الأغلبية ارتأت الارتقاء والضعف واختراق منظومة الفساد لتطويعها، بدل اجنتائها بالقانون عامة وبقانون يقع الإسراع فيه ينظم العدالة الانتقالية. بدأت العصابة تتقدم نحو السلطة وتسيطر على رأي عام اختلطت عليه الأمور باستعمال خبراء مزيفين أو مؤدلجين أو بائعين لأنفسهم واستعمال قلة من الصحافيين المسيطرين على أهم القنوات والإذاعات لتشويه هذا وتضخيم ذاك، مدرّة لأموال تتهاطل عليها من الفاسدين ومن الخارج وخاصة الإمارات التي لم نفهم يوما سبب انزعاجها من ثورتنا. اتصلوا بقلّة من

الأمنيين الفاسدين وبلغت بهم الوقاحة تحريض العسكريين على الخروج عن حكومة شرعية أشهد رغم خلافي الجذري معها أنها كانت تضغط على المجلس التأسيسي لإتمام الدستور للخروج من المرحلة الانتقالية في أقرب وقت. وقتها طالبت بمحاكمة رموز التأمير والتنبيه على مموليهم من أصحاب الأموال بأن هناك قوانين تنظم عمل الأحزاب وطالبت بالتنبيه طبق القانون على نداء تونس لمناداته بالخروج عن الشرعية والسير في حله إن تمادى وفي نفس الوقت التنبيه على رابطات حماية الثورة التي استغلت أخطائها لتحميل الحكومة تبعات أعمالها، عملوا بالنصيحة في الثانية وخافوا من الأولى. لو حوكموا وقتها محاكمات عادلة لم نطلب غيرها، فالإنسان يحترم مهما كانت جرائمه، ومررت القوانين الضرورية لحماية البلاد وثورتها الفريدة من نوعها في العالم، وطبّق القانون على الجميع لما كنا لنشعر اليوم بالخزي والعار لخضوعنا لعصابة وصلت إلى السلطة عبر الإجرام. ويذكر أنّ النائب سامية عبو قد تحدّثت في مداخلتها عن تورّط بعض النواب في ملفات فساد ورشوة ومحسوبة وقضايا تمس من أمن الدولة في حين عبّ النائب حسن العماري عن مداخلتها وصرح بأنها لا تحترم نفسها وموقعها ومجلس نواب الشعب. وقال أن "ليس له محاضر في مراكز الحمامات ولم يكن رقاصا في طبرية... وأنّ التاريخ ومقهى الكونكوردي يعرفان تاريخ عبّو والفيديوهات تشهد" حسب تعبيره .

Le 26-03-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
 Business News .com.tn 26-03-2018 Nizar BAHLOUL businessnews	<p>Si l'élite descend au niveau de la populace, c'est la racaille qui devient élite...</p> <p>La semaine a été bien chargée aussi bien en Tunisie qu'à l'étranger. Il y a eu le discours du 20-Mars du président de la République, celui à l'assemblée du chef du gouvernement, la surenchère de Nouredine Taboubi à Sousse qui veut la tête du gouvernement et la séance houleuse à l'assemblée à cause de la reconduction de l'IVD. Mardi dernier, à l'occasion de la Fête de l'Indépendance, le président de la République a prononcé un discours duquel on ne sort pas vraiment avec grand-chose. Béji Caïd Essebsi fonctionne avec son rythme et reporte à plus tard la résolution des problèmes urgents. Alors que le pays entier est en effervescence autour de la reconduction, ou pas, du chef du gouvernement, le président de la République préfère nous parler des courriers élogieux reçus de la part de la France, des USA et de l'Allemagne. S'il est indéniable que le rôle du président de la République est de nous insuffler de l'optimisme et de l'espoir, il est également indéniable que c'est son rôle de nous éclairer sur l'issue de la voie qu'il a tracée pour nous. On s'attendait à un BCE offensif, comme avant 2014, on a eu un président pacifiste presque résigné. Il a fallu attendre le vendredi 23 mars pour voir son chef du gouvernement partir à l'offensive et annoncer son programme devant un parterre de députés totalement divisés. On a eu droit à tout ce vendredi, des députés laudateurs et flagorneurs jusqu'aux députés impolis et vulgaires. Un point commun, ils tenaient tous à étaler leur ignorance et leur méconnaissance de la chose publique, politique et économique. Sauf que ces députés ont beau être ignares, ils sont loin d'être idiots. Prenons le cas de celui qui a défrayé la chronique, le frontiste député de la sucette Ammar Amroussia, il a beau choquer les observateurs et enfreindre les règles de la correction avec ses sucettes et jambes</p>

levées, il a réussi son objectif premier de séduire ses fans (donc ses électeurs). Pour eux, il est une vedette qui a cloué le bec au chef du gouvernement. Du populisme ? C'est pire, car les politiques aujourd'hui n'hésitent plus à creuser de plus en plus bas pour séduire et convaincre leur public. Cette tendance au populisme le plus abject n'est pas propre à la Tunisie, le phénomène est mondial. Regardez les USA, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Italie c'est le populisme qui gagne du terrain à vue d'œil. En Autriche, on est allé jusqu'à autoriser de nouveau les citoyens à fumer dans les bars et cafés, alors que cela a été interdit partout en Europe. Une marche arrière des autorités populistes pour plaire à la population ou plutôt à la populace quitte à jouer avec leur santé et leurs intérêts. Idem aux USA, avec la sempiternelle question des armes à feu qu'on refuse d'interdire de crainte de mécontenter la masse et peu important les 11650 morts de 2017. Ce populisme indécent et à outrance, on l'a vu dans ses meilleurs accoutrements samedi dernier, de nouveau dans notre assemblée. Des députés présents qui ne marquent pas leur présence, juste pour ne pas remplir le quorum, mais qui demandent quand même la parole, il faut le faire ! On a beau leur dire que leur demande de parole rédigée par leurs mains est une preuve irréfutable de leur présence, ils insistent quand même à dire qu'ils sont absents ! Cet autre député (qui s'est fait représenter en toute impunité par un cobaye le premier jour de l'ARP) annonce clairement qu'il va être kamikaze. Une apologie du terrorisme ? Mais non, c'est une métaphore et cette métaphore, aussi dangereuse et abjecte soit-elle, séduit son « gradin » et lui fait gagner des points de popularité. Que penserait-il si l'on usait désormais de sa même métaphore pour le traiter désormais en terroriste plutôt qu'en député ? « Le terroriste Mabrouk Hrizi » ferait un bon titre racoleur, n'est-ce pas ? A l'origine de la querelle violente du samedi, la sempiternelle Sihem Ben Sedrine, présidente de l'Instance Vérité et Dignité. Cette instance est censée réconcilier les Tunisiens entre eux et, pourtant, elle ne fait que les diviser depuis quatre ans ! Qu'elle reste ou qu'elle parte, Mme Ben Sedrine a déjà échoué puisqu'elle a semé une véritable discorde dans le pays et cette discorde s'est illustrée de la « meilleure » manière qui soit samedi dernier. N'importe quel quidam, ayant un minimum de dignité, aurait démissionné pour avoir échoué à rassembler les Tunisiens, alors que c'était la mission première de son instance. Sauf qu'elle n'est pas dans cet état d'esprit. Comme Amroussia, comme beaucoup de politiques, elle a usé de populisme abject pour se maintenir. Ses dernières « révélations » à propos de la France en témoignent. Elle a beau être démentie par l'Ambassade de France en Tunisie, elle a beau être démentie par une bonne soixantaine d'éminents historiens, elle continue quand même à nager dans des eaux troubles. Dans n'importe quel pays qui se respecte, elle aurait été limogée après les multiples désaveux de ses propres pairs et les jugements prononcés à son encontre par le Tribunal administratif. Son populisme et celui des partis qui la soutiennent ont fait que l'on déplace le débat autour de l'article 18 de la Loi sur la justice transitionnelle pour savoir si oui ou non sa reconduction devait être décidée par l'ARP, alors que le débat n'aurait jamais dû quitter les articles 19, 20 et 59. L'Instance doit être composée de 15 membres parmi lesquels

doivent figurer OBLIGATOIREMENT des représentants bien déterminés par cette même loi. Les réunions ne sont valables qu'en présence des deux tiers des membres, selon la loi ! Le populisme veut que l'on balaie d'un revers le mot le « obligatoirement » mentionné dans la loi et que l'on discute un article portant équivoque sur la reconduction. Si l'on suit le populisme de SBS and co, il n'est pas exclu que l'IVD soit composée de SBS et Khaled Krichi seulement et c'est à eux deux de signer les reconductions de leur mandat et de déclarer qu'untel est victime et l'autre est coupable. En septembre dernier, le blogueur Yassine Ayari a publié un pamphlet épingleant, preuves à l'appui, Sihem Ben Sedrine. Au nom de la vérité, il a même promis un deuxième épisode à ce pamphlet. Sauf que Yassine Ayari a oublié son deuxième épisode et la vérité et s'est présenté à des législatives partielles. Le parti coquin de Sihem Ben Sedrine, Irada, a retiré son candidat pour que Yassine Ayari gagne la course. Résultat, le même Yassine Ayari qui énumérait les casseroles et les abus de Mme Ben Sedrine il y a quelques mois, chantait ses louanges samedi dernier ! Le même crie, devant son public, qu'il défend la loi en donnant sa propre interprétation de l'article 18, et oublie les articles 19 et 20 qui ne souffrent d'aucun problème d'interprétation ! Et ça marche ! Yassine Ayari, tout comme son compère le « terroriste » Mabrouk Hrizi, sont devenus des héros devant leur public. La démocratie veut que ce soit la masse qui décide. Pour séduire cette masse, c'est de populisme qu'il faut user. Résultat des courses, à force de surenchérir dans le populisme, c'est la racaille qui gagne. L'humoriste George Carlin disait : « Ne jamais se disputer avec un idiot. Il te ramènerait à son niveau et ensuite te battra avec l'expérience ». C'est pareil avec le populisme politique ! Le souci, le grand souci, est que cette racaille qui use de populisme à outrance est devenue élite, siège à l'assemblée et détient une partie du pouvoir ! Ammar Amroussia, Mabrouk Hrizi, Imed Daïmi ou Yassine Ayari en sont la preuve !



26-03-2018

W.J

[realites](#)

Arrestation de 507 individus recherchés en une seule journée

Le ministère de l'Intérieur a annoncé dans un communiqué rendu public, l'arrestation de 507 individus recherchés en une seule journée, lors d'une opération de contrôle, ayant débouché également sur la saisie de 11 voitures recherchées, et 11 autres véhicules sans papiers. Par ailleurs, plus de 266 procès-verbaux judiciaires, 165 PV fiscaux, et 887 infractions routières ont été enregistrés. Selon le MI, cette campagne de contrôle vise la lutte contre la criminalité et la délinquance.



26-03-2018

[shemsfm](#)

Néji Jaloul appelle à la nécessité d'ancrer le discours de la citoyenneté afin de lutter contre le terrorisme

Le Directeur Général de l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques, Néji Jaloul, a mis l'accent, samedi, sur la nécessité d'ancrer le discours de la citoyenneté et d'instaurer un nouveau modèle culturel et social afin de lutter contre le terrorisme et le fanatisme. Lors d'une rencontre nationale sur "Le rôle de la famille dans la lutte contre la violence, le fanatisme et le

terrorisme” tenue à Monastir, Jaloul a souligné qu’il était indispensable d’accorder plus d’attention à la famille tunisienne qui joue un rôle fondamental dans la lutte contre le terrorisme. Le président du Centre Tunisien pour les Etudes de la Sécurité Globale, Mokhtar Ben Nasser a, pour sa part, souligné la nécessité d’établir des partenariats entre la société civile et les institutions sécuritaires, indiquant que la famille, l’école, l’université et les médias jouent un rôle important dans l’éducation sociétale. Le Président de l’organisation Tunisienne de l’Education et de la Famille, Mahmoud Mefteh a, à cette occasion, indiqué que cette rencontre s’inscrit dans le cadre d’un partenariat entre son organisation, Institut Tunisien des Etudes Stratégiques et le Centre Tunisien pour les Etudes de la Sécurité Globale. L’objectif étant de mettre en place une stratégie éducative sociétale scolaire visant à prémunir les jeunes contre le terrorisme.

مقالات باللغة العربية

قربالية: الكشف عن وكر دعارة وإيقاف 3 أشخاص



26-03-2018

خالد

alchourouk

تمكن أعوان فرقة الأبحاث والتفتيش للحرس الوطني بقربالية بالتنسيق مع مركز حرس تاكلسة من الكشف عن وكر للدعارة بعد مدهامة منزل بمنطقة بدار من معتمدية تاكلسة وإيقاف امرأة متزوجة وفتاة وشاب فيما تحصن صاحب المنزل بالفرار. فتم الاحتفاظ بالمجموعة بإذن من النيابة العمومية ومباشرة قضية في الغرض وإصدار بطاقة تفتيش في حق صاحب المحل السكني حسب ما أكده مصدر أمني لـ"الشروق".



26-03-2018

shemsfm

روضة العبيدي تؤكد وجود حالات للارغام على الحمل في تونس أكدت رئيسة الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص روضة العبيدي ان الاستغلال الاقتصادي للأطفال يحتل المرتبة الاولى في تونس يليه الاستغلال الجنسي في المرتبة الثانية . وتحدثت العبيدي خلال لقاء لتقديم التقرير السنوي حول نشاط مكاتب مندوبي حماية الطفولة عن وجود حالات للارغام على الحمل، مشيرة الى وجود قضايا في هذا الإطار . ونفت العبيدي وجود استغلال جنسي للاجانب في تونس .



26-03-2018

mosaiquefm

حسونة الناصفي: هيئة الحقيقة والكرامة سلمت لإسرائيلي 650 ألف دينار أكد النائب بمجلس نواب الشعب عن كتلة الحرة التابعة لحركة مشروع تونس حسونة الناصفي في مداخلة الاثنين 26 مارس 2018 خلال الجلسة العامة المخصصة لقرار تمديد عمل هيئة الحقيقة والكرامة أن في كل ظهور إعلامي أو في المجلس لرئيسة الهيئة سهام بن سدرين ينقسم الشعب ومجلس نواب الشعب إلى نصفين حسب تعبيره. وأضاف الناصفي أن النواب كانوا ينتظرون عرضا شافيا من قبل بن سدرين بخصوص قرار التمديد الأمر الذي لم يحصل مشيرا إلى أن عددا من النواب صرحوا بأنها لا تريد التمديد وضد هذا القرار وهم طلبوا منها ذلك الأمر الذي يطرح تساؤلات حول استقلالية هيئة الحقيقة والكرامة فضلا عن عدم احترامها لقرارات السلطة القضائية وعدم تطبيقها لقرارات المحكمة الإدارية الفاضية ببطان إجراءات إعفاء أعضاء الهيئة. كما صرح النائب عن كتلة الحرة حسونة الناصفي بأن سهام بن سدرين كانت جزءا من أسباب تعطيل عمل هيئة الحقيقة والكرامة من خلال الصراعات بين أعضائها. وأضاف الناصفي بأن الأناية والتسلط قد سيطر على تعامل رئيسة هيئة الحقيقة والكرامة مع أعضاء الهيئة وكل المحيطين بها حسب تعبيره. كما تحدثت حسونة الناصفي على عدم حياد أحد أعضاء الهيئة وعدم التزامه بالقانون بخصوص التفرغ التام لأشغال الهيئة مؤكدا أنه أحدث شركة محاماة مع عضو في الحكومة فضلا عن أن محامي احد الضحايا عضو في هيئة الحقيقة والكرامة بالحجة والدليل حسب تعبيره مطالبا في الوقت نفسه بضرورة حل الهيئة نظرا لعدم توفر شرط الحيادية في رئيستها وأعضائها. وأكد الناصفي ان هيئة الحقيقة والكرامة قد تعاقدت مع شركة على ملك 'دافيد صابل' اسرائيلي الجنسية و عراب الجيش الإسرائيلي ومنحته 650 ألف دينار.